

Pétrole contre puissance

Le cliché de la "guerre pour le pétrole" est si répandu qu'on oublie que c'est la relation inverse qui se vérifie le plus souvent : le pétrole et le gaz sont utilisés comme des armes politiques. Et dans ce petit jeu politico-économique, le plus fort n'est pas toujours le même. La répartition de la puissance dépend avant tout du niveau mondial des prix.

Paradoxalement, la principale application de l'arme pétrolière ne tient plus la route. L'embargo d'un pays consommateur de pétrole n'est pas possible : il existe un marché mondial unifié avec des fournisseurs multiples et un seul prix, de sorte qu'un pays visé trouvera toujours à s'approvisionner – Israël roule au pétrole arabe, et le brut iraquien coulait à flot vers les Etats-Unis du temps de Saddam Hussein. Le seul résultat d'un embargo sélectif, c'est d'augmenter les prix pour tout le monde. Ainsi, malgré ses ressources en mer du Nord, la Grande-Bretagne a autant pâti de la hausse des prix du pétrole que les autres pays européens lors du choc de 1979 (hormis, bien sûr, en ce qui concerne sa balance commerciale).

Le seul embargo qui vaille, c'est celui du gaz, car ce marché n'est pas unifié – les méthaniers transportant du gaz naturel liquéfié ne sont pas encore assez nombreux pour assurer le rôle égalisateur que jouent les pétroliers. Du coup, les consommateurs – surtout les plus petits – dépendent de leur fournisseur : c'est ainsi que Vladimir Poutine est en mesure d'exercer des pressions politiques sur ses voisins (Ukraine, pays baltes, Géorgie, etc.) souvent ravitaillés par les seuls gazoducs russes... et il ne s'en prive pas.

Mais l'arme pétrolière est aussi aux mains des pays industrialisés, qui possèdent un monopole de fait des technologies de prospection et de forage les plus modernes. Ainsi, dans les années 1990, la communauté internationale a imposé à la Libye des sanctions interdisant les investissements étrangers pour la punir de son soutien au terrorisme et de sa quête d'armes nucléaires. Ces sanctions ont abouti à étrangler sa production et à réduire ses revenus, menaçant finalement l'assise du pouvoir autoritaire de M. Khadfi et conduisant ce dernier, en 2004, à renoncer à sa conduite hostile à l'Occident.

Seulement, c'était au temps béni d'un marché abondant dominé par les acheteurs, où la communauté internationale pouvait se permettre de retirer du pétrole du marché. Depuis lors, la rapide croissance de nouveaux consommateurs comme la Chine et surtout l'anémie des investissements au cours de la dernière décennie (car les prix étaient bas) ont retendu le marché et fait monter les prix, renforçant le pouvoir politique – et la richesse – des pays producteurs.

Ainsi, dans le bras de fer actuel avec l'Iran sur la question du nucléaire, la communauté internationale doit prendre en compte son potentiel de nuisance énergétique. Téhéran peut faire monter, dans une certaine mesure, les prix mondiaux en diminuant ses exportations (même si le marché, lors du cyclone Katrina qui a détruit de nombreuses plate-formes, a démontré sa résilience) ; il peut surtout menacer de bloquer le Détroit d'Ormuz par lequel transite un tiers du pétrole mondial.

Certes, les producteurs ont besoin de vendre leur pétrole. Mais le pouvoir politique qu'ils tirent de cette ressource s'accroît avec les tensions sur le marché mondial. Inversement, notre rapport de force avec les régimes pétroliers (Soudan, Iran, etc.) se dégrade avec chaque hausse des prix. Il est donc dans l'intérêt de l'Union européenne comme des Etats-Unis, du Japon et

même de la Chine, de favoriser une politique de prospection et d'investissement pétroliers tous azimuts, pour rétablir un rapport de force qui nous soit moins défavorable.

Justin Vaïsse est historien. Il enseigne à l'Institut d'Etudes Politiques de Paris.